

# LEMA

**LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !**



N°174 - Janvier 2013ko Urtarrila

MENSUEL : 2 €



## Iñigo Urkullu Lehendakari !

Décentralisation  
p.3-4

L'agriculture basque  
p. 9 à 12

Lema eguna  
p. 17

Sara Domingez  
p. 20

[www.eaj-pnb.eu](http://www.eaj-pnb.eu)



**Les Démocrates Basques / Jeltzaleak**



## **L'UDI : un parti à Durée Déterminée**

Les déboires de l'UMP permettent de faire passer sous silence les échecs du gouvernement socialiste, écolo-socialiste devrait-on dire mais cela est tellement dur à dire...Toujours est-il que les discordes au sein du gouvernement, les échecs des négociations de Florange ou la croissance... du chômage sont presque éclipsés par l'échec cuisant de l'UMP à organiser des élections démocratiques en son sein.

Le PS et l'UMP n'ont eu de cesse de modeler la Constitution et les modes de scrutin de façon à favoriser le bipartisme et se réserver le pouvoir par le jeu des alternances. Ce bipartisme qui devait nous amener stabilité et performance, ne génère aujourd'hui que des échecs.

### **Un bipartisme à remettre en cause**

Oui, la démonstration est faite de la nécessité d'un retour à des scrutins intégrant un dosage équilibré de proportionnelle.

Cela permettrait à certains partis, plus modestes aujourd'hui

du fait du mode de scrutin majoritaire, de bénéficier d'une exposition politique et médiatique, en prenant le relais d'une opposition anéantie. D'autres pourraient également venir en soutien d'un véritable gouvernement de coalition, et répartir le poids d'une responsabilité trop lourde.

Parmi les opposants potentiels, certains profitent de la situation pour s'organiser après s'être fait totalement oublier aux dernières élections présidentielles et législatives. En effet, le Centre est de retour !

Il a tiré les conséquences de sa traversée du désert; il a observé, il a appris, et... il n'a rien compris.

### **L'UDI comme l'UMP**

Il a créé l'UDI, sur le modèle de l'UMP.

Nicolas Sarkozy avait construit ce parti autour de lui, en rassemblant, non pas autour d'un projet ou de valeurs, mais bien autour d'une personne. Lorsqu'il se retira, il laissa un parti incapable de se suffire.

Ses lieutenants n'ayant pas l'ambition de se mettre au service de leur parti mais bien d'utiliser le parti pour assouvir leurs ambitions.

Jean Louis Borloo a construit l'UDI autour de lui. D'ores et déjà, les affiliés savent que ce parti ne lui survivra pas. Il ne devrait donc pas passer 2017. Il a la volonté de rassembler mais cela ne se décrète pas. La preuve, il a accueilli Rama Yade mais Chantal Jouannau est déjà écartée. Plus près de chez nous, Jean Grenet, en rassembleur intérimaire a accueilli Barthélémy Aguerre et exclut Jean Baptiste Mortalena qui avait eu l'outrecuidance de se présenter contre lui aux législatives.

En ce moment, je pense à Iñigo Urkullu, à Juan José Ibarretxe, à tous ces jeltzale qui depuis Jose Antonio Aguirre, n'ont jamais personnalisé leur parti ou le pouvoir. Ils se sont mis à la disposition d'un peuple, et d'un parti, EAJ-PNB, qui a plus de 120 ans et qui passera 2017, lui.

**Jean Tellechea**

*La mesa  
du Parlement Basque  
dirige l'investiture  
d'Iñigo Urkullu,  
à la Casa de Juntas  
de Gernika.*





## **Acte III de la Décentralisation ou retour à la case départ ?**

### **Des paroles aux actes**

Le candidat Hollande en avait fait l'une de ses priorités. C'était même son engagement n° 54 : « J'engagerai une nouvelle étape de décentralisation ». Une fois élu Président de la République, il lançait en octobre les « Assises de la démocratie territoriale », dont nous avons connu deux avatars à Bayonne et à Pau (signe ô combien prégnant du bicéphalisme départemental !). Le Président et sa Ministre, Marylise Lebranchu, rencontraient des élus, sondaient les cœurs de la société civile, initiaient des appels à contribution... L'Acte III de la Décentralisation devait être un acte majeur

aujourd'hui, sinon la volonté ultime du Gouvernement Ayrault, sinon du moins les intentions des grands ministères.

### **Pays Basque : un tour pour rien**

Inutile de gloser sur les apports concrets pour le Pays Basque. Pas un mot, pas une ouverture, pas un sous-entendu. Dans ces conditions, quelles que soient les avancées du projet, elles n'auront guère d'impact sur la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque. On n'y parle même plus de « pays » ou

ralde. Nous faisons plutôt le pari d'une dynamique qui n'est pas achevée et qui, grâce notamment à l'opiniâtreté de l'Alsace, pourrait voir un traitement ad hoc de nos revendications « périphériques ». Mais nous aurons l'occasion d'y revenir dans les colonnes de LEMA.

### **Une philosophie peu innovante**

Les grandes lignes qui se dégagent de l'avant-projet de loi ne sont pas claires. Elles sont en tout cas contradictoires. Et assurément contraires à tout ce que nous pouvions attendre d'un Acte III de la Décentralisation. Le texte semble privilégier les Régions, sans pour autant leur octroyer le pouvoir réglementaire réclamé par l'Association des Régions de France, par la voie de son président Alain Rousset (Aquitaine). Mais il renforce les Départements en leur confiant des responsabilités nouvelles. En tout cas, le projet tourne le dos aux territoires ruraux et fait le pari des grandes agglomérations urbaines, déjà apparentes dans la loi de décembre 2010. Ces grandes métropoles, dont la liste est pratiquement bouclée, compteront en particulier trois « Eurométropoles » (Lille, Lyon et Marseille). Des « métropoles » de moindre dimension, mais malgré tout d'un poids minimum de 400 000 habitants, devront compléter le panorama ultra-urbain concocté par la nouvelle majorité socialiste. Mais surtout, l'Etat sort renforcé de la réforme : il reste plus que jamais tout puissant dans les territoires. Il devrait prendre encore plus de place dans le processus de création des intercommunalités.



*Le Conseil Régional d'Alsace travaille sur une collectivité territoriale spécifique à l'Alsace.*

du quinquennat et une occasion de « clarifier les compétences ». Elle devait aussi être le tombeau de la réforme précédente, lancée par Sarkozy et adoptée par l'ancienne majorité en décembre 2010. Voilà pour les intentions.

L'avant-projet de loi sur la nouvelle étape de la décentralisation n'est pour le moment qu'un « brouillon », un galop d'essai. Il a filtré dans la presse, sans aucune caution gouvernementale. Mais il existe. Il trace

de regroupement institutionnel. Certes, il ne faut pas lier de façon excessive le sort d'une future « collectivité territoriale Pays Basque » à celui de la loi de décentralisation elle-même. A EAJ-PNB, nous n'avons jamais cru à l'hypothèse d'un « amendement miracle » ou d'une loi fourre-tout. Ce n'est ni la procédure constitutionnelle ni le cheminement politique adéquat pour mener à bien la création d'une collectivité spécifique pour Ipar-



## **Les Eurométropoles : les fers de lance du territoire**

Les « Eurométropoles », et dans une moindre mesure, les métropoles urbaines, devraient concentrer de nombreuses compétences, issues des anciennes communautés urbaines, mais aussi par transfert de certains pouvoirs des Régions et des Départements. Elles seraient enfin dotées de toute la chaîne décisionnelle en matière de logement. Sans compter des transferts de l'Etat en matière d'infrastructures. De quoi faire rivaliser Lille, Marseille, et Lyon avec Barcelone, Milan ou Munich. Ce n'est pas en soi une mauvaise chose. Mais quelle cohérence avec l'organisation actuelle de la décentralisation en France ?

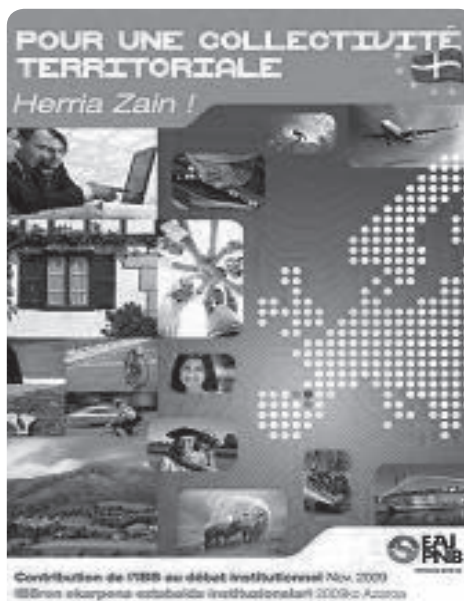
## **Les Régions, vrais-faux gagnants**

Les Conseils régionaux devaient bénéficier d'un droit d'expérimentation en matière réglementaire. Il n'en sera rien. Le Pouvoir central concocte en revanche des usines à gaz en matière de transports et d'énergie. Les Régions verraient leur rôle renforcé en matière de formation professionnelle (non sans quelques incursions des Départements !) et de développement économique et numérique du territoire. Mais ces compétences concerneraient plus la prévision et la planification que les aides directes.

## **Promotion des langues régionales et fonds européens : les cerises sur le gâteau régional**

L'octroi aux Régions d'une compétence pour la promotion et le développement des langues et cultures régionales aura

malheureusement de quoi faire sourire. S'il fallait pour le Gouvernement enfoncer des portes ouvertes, voilà chose faite. En vertu de la clause générale de compétence, de nombreuses Régions sont déjà investies, souvent d'ailleurs avec volontarisme, dans le soutien aux langues régionales. Il suffit de citer la Collectivité de Corse, les Régions Alsace et Bretagne, et même, dans une moindre mesure, la Région Aquitaine. Cette future disposition



est surtout d'ordre « cosmétique », ou pour être plus positif, de l'ordre du symbole.

La seule véritable avancée pour les Régions tient sans doute au transfert de la gestion des fonds structurels européens, et notamment du « fonds européen agricole pour le développement rural » (FEADR). Il s'agit là d'une proposition portée par EAJ-PNB dans son projet de Collectivité territoriale Pays Basque. Si l'idée est bonne, le bénéficiaire n'est pas celui que nous souhaitons.

## **Quelques perspectives pour l'intercommunalité**

L'avant-projet ouvre de réelles possibilités en matière d'urbanisme pour les intercommunalités

(communautés de communes et d'agglomération), tout particulièrement avec la généralisation des PLU (plans locaux d'urbanisme) communautaires pour les territoires supérieurs à 30 000 habitants (CDC Sud Pays Basque ou Communauté d'agglomération Adour Bayonne par exemple). D'autres transferts de compétences pourraient concerner les modes de « mobilité durable », l'aménagement numérique et la gestion de l'eau.

## **Collectivités et Etat : les nouvelles tutelles**

L'avant-projet de loi laisse apparaître enfin la volonté de l'Etat d'encadrer et de surveiller les collectivités dans leur gestion financière, afin d'éviter de fâcheuses dérives. Les collectivités devraient aussi se retrouver dans le collimateur direct des juridictions européennes : elles pourraient supporter à l'avenir « les conséquences financières des jugements ou des arrêts rendus par une juridiction communautaire, à l'encontre de l'Etat pour manquement à une disposition du droit communautaire, lorsque le manquement est imputable à cette collectivité détenant la compétence mise en cause ». Principe de transparence et de responsabilité obligent ! C'est une véritable épée de Damoclès suspendue sur la tête des collectivités territoriales. Peut-être le seul point courageux de la réforme... à moins que ce ne soit pour alléger les finances de l'Etat.

En conclusion, le Chef de l'Etat a fixé le calendrier de la réforme. Le projet de loi définitif est attendu pour la session parlementaire de printemps. Ce texte général, amendé ou refondu, fera-t-il des « petits » susceptibles d'accueillir les évolutions institutionnelles du Pays Basque, de l'Alsace et de quelques autres territoires ? Rien n'est gagné. Mais rien n'est perdu.



### **Les opposants à la manœuvre**

On ne les entend quasiment pas lorsqu'on parle de collectivité territoriale. Ils ne sont ni contre, ni pour, mais préfèrent ne pas en parler, puisque pour eux c'est un problème. Ils se retrouvent à la tête du Conseil régional et du Conseil général et leur étiquette socialiste rappelle, qu'historiquement, la gauche française a toujours eu du mal avec les idées décentralisatrices. Ce que confirme un fin connaisseur de la vie politique, le député UMP Alain Lamassoure, qui se souvient de l'acte 2 de la décentralisation sous Raffarin pour le quotidien Sud Ouest : « les grands élus béarnais...se sont montrés hystériques dans leur opposition à l'idée même d'une collectivité spécifique ». Maintenant, ils ont compris la leçon: il suffit de ne rien dire, le gouvernement parisien fait le travail et l'annonce via les journaux espagnols.

### **Unanimité moins 3**

Le conseil des élus du Pays basque s'est-il prononcé à l'unanimité pour la création d'une collectivité Pays basque ? C'est la question qui agite le landernau politico-médiatique après la sortie tonitruante de 3 élus socialistes qui ont refusé de se joindre au vote de leurs 38 autres collègues qui se sont eux prononcés unanimement pour. Au delà, de ces querelles byzantines, on retiendra surtout que c'est l'ensemble des sensibilités politiques (hormis la socialiste-jacobine représentée par MM.Espilondo, Mondorge d'Anglet et Irigoien d'Ispoure) qui s'est retrouvée autour d'un texte qui fixe un avenir pour le Pays basque. A noter également, le conseil des élus a maintenu une position ferme, malgré les prises de position contraires lancées par les ministres Manuel Valls et Marylise Lebranchu.

### **L'énigme Espagnac**

La jeune sénatrice (40 ans), Frédérique Espagnac s'est beaucoup engagée en faveur de la collectivité territoriale du Pays basque et souvent même contre ses propres amis politiques. Cela n'est pas une surprise, puisque déjà lors des élections sénatoriales, elle avait su s'imposer auprès des grands électeurs contre les hiérarques de son parti. Cette liberté de ton conjuguée

à une volonté farouche a su séduire au delà de son seul camp. Mais que penser de cette nouvelle promotion ? Frédérique Espagnac est désormais porte-parole du parti socialiste à Paris. Un poste qui lui ouvre davantage le champ médiatique et l'assure d'étendre son réseau. Mais pourra-t-elle continuer à porter en même temps une voix alternative au sein du PS, notamment au sujet du Pays basque ? Pas sûr. Lors de la conférence d'Aiete sur la paix au Pays basque en novembre dernier, l'élue a tenu à être là mais s'est éclipisée discrètement pour ne pas faire la Une des télévisions espagnoles. La porte parole du PS français s'engageant dans une conférence rejetée par le gouvernement espagnol cela ferait un peu désordre... La sénatrice devra faire preuve d'une sacrée capacité d'adaptation pour conjuguer le cœur et la raison.

### **Le PS entérine la scission**

Les socialistes du département 64 semblent avoir anticipé la séparation entre le Béarn et le Pays basque. C'est ce qu'on peut imaginer en voyant le nouvel organigramme de la fédération socialiste 64. Son président Patrice Laurent est 1er adjoint au maire de Mourenx près de Pau. Pour l'aider dans sa tâche, on trouve bon nombre de ses amis...béarnais(e)s. Sur les 12 heureux élus, on a vainement cherché quelque représentant de Soule, Basse Navarre ou du Labourd. Ce qui confirme que le parti socialiste se prépare à annoncer une bonne nouvelle pour le Pays basque malgré les gesticulations de M.Valls.

### **L'UDI ratisse large**

Logiquement, le nouveau parti centriste lancé autour de Jean Louis Borloo a trouvé un terreau favorable dans la vieille terre démocrate chrétienne basque. 4 conseillers généraux, Barthélémy Aguerre, Vincent Bru, Jean Louis Caset et Beñat Inchauspe, ont déjà franchi le pas. Et la liste pourrait s'allonger dès que les derniers fidèles de Bayrou auront choisi l'avenir (la reconquête du conseil général et de mairies) plutôt que l'histoire commune. C'est Jean Grenet, le maire de Baiona qui mènera les destinées de l'UDI locale avec des représentants de

toutes les sensibilités centristes (Nouveau Centre, Gauche moderne, Parti radical, Alliance centriste...). Toutes sauf une ! Celle du CNIP dont le responsable local est Hervé Lucbéreilh, le conseiller général d'Oloron Ste Marie. Un oubli ou une façon de laisser la porte ouverte à son adversaire du Haut Béarn, Jean Lassalle ?

### **L'UMP au ras...**

Pendant que l'UDI rit, les militants de l'UMP pleurent devant le triste spectacle qui a été donné par leurs leaders (?), Jean François Copé et François Fillon. Alors que les militants du Pays basque avaient préféré l'ancien premier ministre au chef du parti aux dents longues, ils n'imaginaient certainement pas que leur favori, ancien homme d'état, allait descendre dans l'arène électorale de cette façon là. Le clochemerle semble terminé après un feuilleton d'un mois et des poussières (cela a semblé une éternité pourtant!) avec un nouveau vote en septembre. Même si nous ne partageons pas toutes les mêmes valeurs que nos amis de l'UMP, souhaitons leur de trouver un ou une dirigeant(e) digne de la Politique avec un grand P.

### **La santé saucissonnée**

Quelques lignes dans le journal auront suffi à l'agence régionale de la santé (ARS) pour annoncer que le département des Pyrénées Atlantiques serait désormais divisé en 6 territoires de proximité. Un découpage en 6 qui remplace le « traditionnel » découpage Pays basque (moins la Soule)/ Béarn (plus la Soule). Les experts de la santé ont jugé plus profitable (?) de saucissonner le tout en 6 parts, tout en n'omettant pas de garder la Soule dans le giron du Haut-Béarn. Histoire certainement de faciliter le travail avec le futur hôpital qui prendra la suite de la clinique de St Palais ? Ou alors de raccourcir les distances? Enfin, dans ce cas c'est loupé, puisque Mauléon restera toujours plus près de St Palais (¼ d'heure) que d'Oloron Ste Marie (½ heure). Mais certainement, vu sur une carte depuis Bordeaux, il est difficile de se faire une idée précise !



## **Eusko Ikaskuntza honore Ramuntxo Camblong**

Dans le cadre de son partenariat avec la ville de Bayonne, Eusko Ikaskuntza, la société d'Etudes Basques a remis le prix d'honneur à Ramuntxo Camblong, fidèle jeltzale rédacteur de Lema, pour son implication exemplaire dans la vie économique, culturelle et politique du Pays Basque. Voici le discours prononcé par Ramuntxo à cette occasion.

### **Milesker Eusko Ikaskuntzari eta milesker Baionako Hiriri !**

Milesker ere honera etorri jende guziari. Zuei esker Euskal Kultura jorratu ahal izan baitut nik ere.

Makeako laborari etxalde eder batean sortu nintzen duela 73 urte. Nere aita-meie esker euskara mintzatu nuen ttipi danik eta gero nere anai arrebekin familiarian. Nire haurtzaroa Makea eta Luhuso artean pasatu nuen. Katiximari esker euskara irakurtzen eta idazten ikasi nuen. Fedea beti nere kulturaren oinarrian izango da.

10 urtetan joan nintzan Hazparneko Kolegiara eta gero Ustaritzekora. Irakasle onak ukan nituen, guzietarik bik markatu ninduten : Piarres Lafitte-k eta Etienne Salaberry-k.

19 urtetan Parisera joan nintzen elektroteknika ingeniuru eskola bat egitera. Hor lehen aldiz herrimina sentitu nuen. Kultura aldetik biziki gauza interesantak ikusi eta ikasi nituen. Erabakigarria izan zen Parisen Euskal Etxeko giroa (le Foyer Basque). Hor ezagutu eta mintzatu nintzen herri guzietarik lan bila jinak ziren euskaldun gazteekin, baita 60ko hamarkadaren hasiera hortan euskal errefuxiatuekin. Urtean 3tan sartzen nintzen EH-ra. Ze zoriona eta ze bakea senditzen nituen nere familiaren berotasunean Eguberriz, Pazkoz eta Udako oportetan.

### **Ikasketak Parisen**

En 1959 donc je suis arrivé à Paris pour mes études dans un environnement complètement nouveau. J'y ai appris beaucoup : la vie citadine, des rapports nouveaux notamment avec un algérien qui nous fit changer à mes camarades et moi de vision sur la guerre d'Algérie. Le dimanche nous visitons Paris avec d'autres étudiants basques.

La fréquentation d'Enbata allait changer ma façon de voir le

P.B. Dès juillet 60, jeune étudiant, je participais au repas d'Espelette. Je me rappelle surtout de Michel Labéguerie et son discours enflammé sur la jeunesse, Haran pelotari renommé qui prendrait la tête du mouvement, Michel Burucoa, Michel Lecouona, Jokin Intxausti, le Dr Darraidou et bien d'autres. Mon amour du P.B., de sa langue et de ses traditions en contraste avec Paris et la politique que j'y voyais me ferait devenir

esker ezagutu nuen J.A. Agirrerren figurarik asko maite dutana. Parisen ziren errefuxiatu gazteekin hobeki ulertu nuen zer zen euskal gizarte eta beraien guduka. Ikasketa bukatu ondoren, soldadutza eginik Thomson TV enpresan lanean hasi nintzen.

66 urteko udan berri beltz bat heldu zitzaion : nere aita hiltzorian zegoen ! Berehala etxeratu nintzan eta betikotz EHn kokatu nintzen.



*Ramuntxo Camblong au centre avec le makila, entouré des deux autres lauréates et des responsables d'Eusko Ikaskuntza.*

abertzale. Surtout que les étés suivants (61, 62, 63) Enbata allait approfondir son discours avec Jakes Abeberry, Jean Louis Davant, Janik Aramendy et les chants de Labéguerie. Le 15 avril 1963 aura lieu le 1er Aberri Eguna à Ixassou devant 1000 personnes dont beaucoup de politiques ainsi qu'une dizaine de mouvements de Bretagne, Occitanie, etc... et même du Kurdistan ! Ce sera une journée mémorable pour le P.B. C'est donc gonflé à bloc que je remontais à Paris en pensant que mes études seraient utiles au P.B.

### **Euskal Herria maitatu kanpoan**

Garai berdinean, Parisen zegoen ere Piarres Xarriton. Harekin mintzatu barnatuko nuen gure Herriaren historia eta bereziki literatura. Hola ezagutu nituen Lizardi poeta fina, Lauaxeta Bizkaitarra eta Gabriel Aresti ikonoklasta maitagarria. Iparraldeko idazleak ere Axular, Detxepare, Oxobi eta abar. Xarriton-i

Hazparneko teknika Kolejiara sartu nintzan irakasle eta denbora baten buruan elektronikara saila muntatu. Gaitzeko giro euskalduna zen. Miren Yntxaustik, Hazparneko irakasle lagun batek Donostiako gazte klub batetara eraman nituen, Iparraldeaz mintzatzeko. Neska begi marroin xarmant baten ondoan afaldu nuen eta elgar maitatu ginuen. 1968eko uztail ondarrean nire emaztea bilakatu zen. Nere emazteari anitz zor diot eta Sari hunen partaidea da bera ere. Baionan kokatu ginen. Gure lehen haurra, Joana jin zelarik, noski euskaraz altxatu nahi ginuen. Hego aldeko ikastolez zerbeit baginakien eta hola Argitxu Noblia eta Manex Pagolarekin egin ginituen Seaska elkartearen estatutuak. Iparraldeko lehen ikastola abiatua zen. Eskerrak Libe Goni, Amaia Aseginolasa eta Jone Forcada lehen anderenoei !! Ondotik jin ziren 2 mutikoek, Haritza eta Jurgik ongi baliatuko zuten. Gure familiarian beti euskaraz mintzatu gira.



## **Mondragon eredia Iparraldean**

En 74, avec des amis impliqués dans le monde de l'économie nous avons monté Partzuer, association pour aider à la création de SCOP à l'image de celles de Mondragon. C'est là que des monteurs électriciens licenciés de Trindel sont venus me voir et c'est ainsi qu'est né Copelec que je dirigerais tout en restant prof à Hasparren jusqu'en 77. Par la suite naitrait Copelectronic et SIG-Image 3 Scop. En ce début des années 80 allaient naître beaucoup de scop au PB. Sur la période 85-95 je deviendrais Président des SCOP d'Aquitaine et Peio Olhagaray en serait le Directeur. A ce titre je deviendrais membre du CESR d'Aquitaine. Je participai aussi à la création de l'entreprise Sokoa de mon ami Patxi Noblia, comme à celle de Herrikoa plus tard. Avec Arrosa, ma femme nous avons aussi participé à la création de Elkar (édition de livres basques). La matière grise revenait au P.B. et de grands changements s'opéraient (par exemple création de UEU). C'est dans ces années 70 que je tiendrais une chronique en euskara de 5 minutes 1 fois par semaine, sur Radio Côte Basque et écrivais plusieurs articles en euskara dans Jakin, Z. Argia et Herria.

## **Euskal Kultur Erakundearen presidentea**

80ko hamarkadan giza-aldaketa handiak izango dira. Demokrazia itzuliko da emeki Hegoaldera, eta Euskal Gobernu bat bere administrazio, fiskalitate, EHU unibersitate osoa, Euskararen Legea, EITB eta abar. Iparraldean ere, aldaketa horiek eragina izango dute eta Mitterandekin Departamendu baten xutik ezartzen saiatuko gara. Ez dugu erreusituko ! Baina kulturalan Gobernu frantsesak zerbait eginen du. Haristchelhar-ek Jarraldiak (Assises de la Langue) muntatuko ditu eta gero Pizkundea elkarte. Kultur ministeritzarekin gataska handia izan ondoren EKE sortuko da. EKE-ren lehen presidentia izango naiz 4 urtez, Txomin Hegi Zuzendaria, Daniel Landart koordinatzailea eta T. Lekunberri ondarearen

arduraduna. Ekitaldi andana bat eremango du EKE-k, kultur elkarteak sustatuko eta euskal kultura indar berrituko.

## **Euskal Herria 2010eko desmartxan**

En 92 commençaient les réunions de réflexion sur "Pays Basque 2010" avec de nombreux acteurs socio-professionnels et politiques pour une démarche de développement territorial originale. Ce projet était soutenu par l'Etat et les Collectivités territoriales. Le sous Prefet Christian Sapède nous aida à lancer le mouvement et c'est ainsi que Le Conseil de Développement fut constitué. Je le presiderai de Juillet 94 jusqu'à début 98, avec Peio Olhagaray comme directeur, à partir de 95.

Dès octobre 96 le Schéma d'Aménag-



**EUSKO IKASKUNTZA**

*Logo d'Eusko Ikaskuntza, la société de recherches historiques du Pays Basque*

ment et de Développement demandé par le Conseil des Elus avec JJ Lasserre comme président, fut réalisé et adopté par le Conseil de Développement puis par le Conseil des élus. Ce Schéma comprendrait 7 chapitres. 18 ans plus tard en 2012 le dispositif Conseil des Elus - Conseil de Développement continue à servir ce Territoire avec la demande simultanée par ces 2 instances d'une Collectivité Territoriale à caractère spécifique pour le Pays Basque.

## **Hautetsia Angelun**

2001ean Angeluzain herriko hauteskundeetara presentatzen da Villenaven zerrendarekin. Pondu batzu negoziatuak izan dira : ikastola laguntzea, seinalkuntza 3 hizkuntzetan...

Lehen aldizkotz 3 abertzale Angeluko Udaletxean sartzen dira. Lan batzorde-taz gain, bereziki Cababea Angeluko

hiriaren ordezkari izendatua naiz. Hor mugaz gaindiko lan taldean sartzen naiz. Gure xedea "topoa" Baionaraino luzatzea da. Maleruski borondate politiko faltaz proiektua ez da aterako.

98-an EAJ alderdian sartua nintzan eta Joseba Egibar GBB ko presidentak Lizarra-Garaziko negoziazio taldera deitu ninduen Bakea egin zadin E.H.n. Badakizue zer gertatu zen... Ondotik 2001ean Eaj-k Iparraldearen izenean Udalbiltzan parte hartzeko deitu ninduen. Udaletxeetan zituen hautetsiek in osatua zen eta bere xedea 3 eremutako euskal lurraldeak elgarrekin lanean artzea zen. Kultur elkartei diru laguntzak emateko Udalbide sortu ginuen. Hegoaldeko udaletzek urtero diru ekarpenak egiten zituzten eta "Zuzendaritza Batzordeak" banatzen zituen. Udalbiltza - Udalbidek Iparraldeari ekarri dion diru

laguntza 10 urtez 1 800 000 €-koa izan da. Lehen laguntzak beti ikastolen eraikuntzetan izan dira, gero Laborantza Ganbara, Irratiak eta 30 bat elkarte euskararen alde ari zirenak. Nafarroan berdin. Mila esker Hego aldeko anaiei ! Ez dut Kultura sailan bakarrik parte hartu, baina Udalbiltza-Udalbideri esker kultura hori laguntzeko suertea izan dut. 2004-2008 artean Iparraldeko EAJren buru izango naiz eta astelehen

guziz Bilboko Sabin etxeko EBB bilkuretan parte hartuko dut. Hor hobeki ezagutu ditut Euskadiko eta Nafarroko lurraldeak eta politika egiteko manera bat. JJ Ibarretxe lehendakari azkarra, JJ Imaz alderdi buru argia, Josune Aristondo idazkaria, Inigo Urkullu (BBBko burua gero alderdi buru eta orain Lehendakari, Zorionak Iñigo) eta beste hainbat lagun ezagutzeko eta apreziatzeko parada izan dut. Milesker deneri esperientzia hori bizi izan dutalako !! Nire bizipen guzti horiek hari berdina izan dute urteetan zehar ; hari horrekin espero dut 7 lurraldetako oihalaren jostean laguntza ekarri dutala.

Milesker guziori, MAITA ETA ERABILI DEZAGUN EUSKARA !!

**Ramuntxo Camblong**



## Le Centre de recherches Ikuska

Le Centre de Recherches et d'Études Scientifiques du Pays Basque Ikuska (anciennement Centre de Recherches d'Écologie Souterraine du Pays Basque) est une association relevant de la loi de 1901 déclarée le 13 décembre 1985 à la Sous-Préfecture de Bayonne. Ses statuts furent modifiés en date du 30 septembre 1996 (modification du titre).

Emanation du Comité de Secteur Spéléologique de la Côte Basque, Labourd, Basse-Navarre, Ziloko Gizonak, le CRESBPB-IKUSKA était installé à Saint-Pierre d'Irube, d'abord dans la Benoîtterie, ancien local de la Mairie, puis dans le local Goxoki. Le CRESBPB-IKUSKA y gérait avec le Ziloko Gizonak, l'éco-musée associatif de la « Spéologie, des Mines et Biologie des Sols ». Que soit remercié ici le malheureux défunt maire de Saint-Pierre d'Irube, Pierre MEN-DIBOURE, ainsi que l'ancien Conseil Municipal, pour avoir hébergé et supporté pendant presque 20 ans le CRESBPB-IKUSKA. Pour des raisons obscures, la municipalité suivante a jeté dehors, éco-musée, Ziloko Gizonak et CRESBPB-IKUSKA ; quittant Saint-Pierre d'Irube, le CRESBPB-IKUSKA s'est installé pour un temps dans les locaux du Muséum d'Histoire Naturelle de Bayonne grâce à la gentillesse et la compréhension de Madame COUSINO alors conservatrice du Muséum.

### S'installer à Urepel

Aujourd'hui, l'éco-musée a le projet de s'installer à Urepel grâce à la bonne volonté de son maire actuel, Michel ERNAGA, et de son conseil municipal ; il faut dire que loin d'être une impasse géographique et culturelle, le village d'Urepel est bien placé tant sur le plan géographique à proximité de la Navarre avec laquelle elle est reliée par trois routes (Esnazu, Sorogain et Linduz), que sur le plan historique (territoire de l'ancien Royaume de Navarre), protohistorique et antique (pastoralisme, exploitation des mines d'or, de cuivre et d'argent) ; archéologie et géologie, Histoire et ethnographie basque seront les principaux axes de cet éco-musée. Une petite vitrine archéologique a déjà été installée à la mairie d'Urepel par les soins du CRESBPB-IKUSKA, et une galerie d'exposition permanente est en cours de réalisation.

Le siège du CRESBPB-IKUSKA reste, en attendant mieux, à Tarnos. Nous avons en 2011 remanié sa structure. Elle reste articulée autour des quatre grands thèmes de recherche, Archéologie et Histoire, Géologie karstique, Ethnographie, Biologie des Sols du Pays Basque. Trois laboratoires de recherches co-existent en son sein : Laboratoire d'Archéologie Minière et Métallurgique, Laboratoire de Céramologie spécialisé

cher en se souvenant », ligne d'édition monographique (plusieurs ouvrages ont déjà paru dont le dernier dédié à l'étude archéologique des mines romaines d'Urepel). Il co-gère avec le Ziloko Gizonak, la base de données sur les gouffres et grottes d'Iparralde ainsi que le bulletin IKARTZALEAK créé en 1975 mais aujourd'hui spécifiquement à vocation interne depuis 2005. Plusieurs projets de recherches sont en cours actuellement :

- Explorations spéléologiques sur le massif des Aldudes des deux côtés de la frontière
- Études biogéographiques des insectes cavernicoles sur l'ensemble du Pays Basque
- Étude des mines et sites métallurgiques antiques et protohistoriques des deux côtés de la frontière
- Atlas toponymique de la Vallée de Baigorri
- Recherches historiques sur la Navarre
- Exploration subaquatique de la Côte Basque.



Urepel, le futur siège du CRESBPB-IKUSKA

dans l'étude et la restauration des céramiques, Laboratoire de Géologie karstique, Laboratoire de Biospéologie. Deux sections « sportives » sont attachées au CRESBPB-IKUSKA, l'association spéléologique Ziloko Gizonak, et la section plongée sous-marine « Euskal Merua ». Le CRESBPB-IKUSKA programme des conférences et des sorties sur le terrain (archéologie, histoire, géologie).

### Ikuska, la revue trilingue

Le CRESBPB-IKUSKA gère la revue trimestrielle trilingue « IKUSKA agerkari berria » qui traite de sujets divers et variés ayant trait au Pays Basque tant dans les domaines de l'archéologie et l'ethnographie, que des sciences naturelles ; cette revue qui paraît au premier trimestre 2013, est ouverte à tout auteur qui souhaiterait publier sur le Pays Basque (prendre contact avec [ikuska@free.fr](mailto:ikuska@free.fr)). Le CRESBPB-IKUSKA gère également « Ikuska Begia » (« L'Œil d'Ikuska »), feuille électronique de liaison interne, et « Ikuska Oroitz » (« Cher-

### Le CRESBPB avec Aranzadi

L'équipe archéologique de CRESBPB-IKUSKA est intégrée dans la Sociedad de Ciencias de Aranzadi (Donostia) et participe à un projet de recherche archéologique sur la Navarre notamment sur l'ancienne ville romaine d'Ithurissa récemment découverte par les archéologues d'Aranzadi, les mines protohistoriques et romaines d'or, d'argent et de cuivre de la périphérie des villages de Burguete et Espinal ainsi que dans la vallée de l'Arizakun (Maya-de-Baztan).

Adresse du Siège Social :  
CRESBPB-IKUSKA  
14 impasse Ming  
40220 TARNOS

**Eric Dupré**



## L'agriculture basque en question



A l'occasion des élections à la Chambre d'Agriculture, en Janvier 2013, Lema a décidé d'interroger les responsables des deux principales listes en lice sur le département, celle de la FDSEA et celle d'ELB-Confédération Paysanne. Jean Michel Anxolabehere, l'actuel président FDSEA de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques et des responsables d'ELB (Euskal Herriko Laborarien Batasuna), Pampi Sainte Marie, Maryse Cachenaout et Laurent Irigaray ont accepté de répondre à nos questions.



### Quelles sont vos priorités pour développer l'agriculture en Pays Basque ?

**Jean Michel Anxolabehere, FDSEA :** Pour développer l'agriculture en Pays Basque, la priorité est de réunir les conditions nécessaires à l'amélioration du revenu des agriculteurs. C'est à cette seule condition que nous pourrions avoir une agriculture dynamique et diversifiée. Cela dit, nous bénéficions de nombreux atouts que nous devons préserver, et notamment notre savoir faire. Il nous a permis de construire des filières basées sur des produits de qualité. J'ajoute que ces filières sont indissociables de notre territoire car majoritairement associées à des démarches d'identification de l'origine.

Toutefois, nous savons que nous devons veiller à préserver l'outil de travail des agriculteurs, je veux parler du foncier. Protéger et préserver les territoires agricoles sont des moyens indispensables de consolidation de l'activité agricole.

Au-delà de ces aspects de revenu et de foncier, nous accordons une grande importance aux conditions de travail des agriculteurs. Pour que ce métier se développe, il doit être vivable dans tous les sens du terme. L'organisation du travail, par exemple, ou la conception d'un bâtiment d'élevage sont des éléments clefs des conditions dans lesquelles on travaille. Les améliorations

rendent le quotidien de l'éleveur plus agréable et contribue également à améliorer les résultats techniques et économiques de l'élevage.

**Pampi Sainte-Marie, Maryse Cachenaout, Laurent Irigaray, ELB :** L'agriculture du Pays Basque se caractérise par sa diversité, ce qui est un atout. Nous sommes également sur un territoire de coteaux et de montagne qui ne pourra jamais rivaliser avec des zones plus favorables, tant pour l'élevage que pour les cultures. Nous devons donc nous démarquer

« la priorité est de réunir les conditions nécessaires à l'amélioration du revenu des agriculteurs. C'est à cette seule condition que nous pourrions avoir une agriculture dynamique et diversifiée. »

FDSEA

pour continuer à ce que l'agriculture basque soit dynamique. Cela passe par la priorité à des modes de production qui allient la qualité, le respect de l'environnement et du consommateur, en permettant évidemment au paysan d'avoir un revenu rémunérateur. Nous devons faire des choses que l'on ne pourra pas nous copier. C'est le sens des nombreuses démarches que nous avons portées ou soutenues depuis 30 ans (AOC, production fermière, etc). Tout ne se décide néanmoins pas localement, c'est pourquoi nous devons peser sur la politique agricole commune (PAC) pour l'orienter vers une agriculture qui garde ses paysans et qui répartit équitablement les

aides. Enfin, le foncier est également un enjeu majeur. La terre agricole doit garder sa fonction et il faut développer et inventer des mécanismes pour installer des jeunes.

### L'augmentation des charges agricoles, est-ce irréversible ? Comment y faire face ?

**JM A, FDSEA :** Si l'évolution des prix des matières premières ne dépend pas de nous, nous travaillons quotidiennement avec les agriculteurs à la maîtrise des charges. Cela passe par une gestion très fine des exploitations. Des outils et des méthodes existent pour cela. C'est indispensable pour maintenir sur les exploitations la rémunération du travail, c'est-à-dire le revenu et la rémunération du capital. Nous ne pouvons pas accepter que ces éléments de rémunération soit systématiquement les variables d'ajustement sur les exploitations.

**P SM, M C, L I, ELB :** Actuellement, c'est la flambée du prix des céréales qui broie les éleveurs. Le prix des fourrages et aliments atteint des sommets. Cette situation a été provoquée par la libéralisation constante du marché qui génère de la spéculation et une grande instabilité des prix, par le développement de la production de bioéthanol aussi, qui consomme pour les voitures ce qu'il faudrait pour l'alimentation animale et humaine. En outre, malgré des prix très favorables, on continue à donner beaucoup plus de subventions aux grands bassins céréaliers qu'à des zones d'élevage comme la nôtre. Il faut réguler les marchés, interdire la spéculation sur les céréales,



« La priorité à des modes de production qui allient la qualité, le respect de l'environnement et du consommateur, en permettant évidemment au paysan d'avoir un revenu rémunérateur. » E.L.B

stopper la production de bioéthanol, prélever les céréaliers au delà d'un prix très favorable pour constituer un fonds de soutien à l'élevage. Localement, nous prônes aussi l'échange direct entre éleveurs et producteurs de fourrages (foin ou céréales) pour des prix plus stables et équitables, ainsi que le développement de l'autonomie fourragère à l'échelle de chaque ferme.

### Quelles sont les voies à explorer pour augmenter le revenu agricole ?

**JM A, FDSEA** : Nous avons évoqué deux voies déjà en œuvre : l'organisation des filières et la maîtrise des charges. L'organisation des filières doit se poursuivre, notamment celles sous signe d'identification de la qualité et de l'origine. De nouvelles filières émergent. Chacune doit être explorée afin de ne laisser aucune opportunité de ramener la valeur ajoutée sur les exploitations.

En ce qui concerne la maîtrise des charges sur les exploitations, nous y travaillons quotidiennement en proposant aux agriculteurs de l'appui technico-économique. Que ce soit du conseil individuel, ou de la formation collective, l'acquisition de compétences et l'accompagnement technique permettent à chaque agriculteur d'identifier des leviers d'action sur son exploitation et de les mettre en œuvre.

Par ailleurs, et dans le cadre de l'évolution de la politique agricole commune, nous allons

veiller au rééquilibrage des aides afin qu'elles soient adaptées au mieux au territoire et à l'activité agricole.

**P SM, M C, L I, ELB** : Maîtriser ses charges et bénéficier de prix rémunérateurs. Les deux sont très importants. Ces dernières années, les paysans ont fortement développé la vente directe pour tenter de garder davantage de valeur ajoutée sur ce qu'ils produisent. Cela nécessite néanmoins des investissements et davantage de



main d'œuvre ce qui n'est pas à la portée de tout le monde. Hormis en vente directe, ce n'est pas nous qui fixons le prix de nos produits. D'où l'importance d'être dans des filières qualité, qui évitent que le prix ne dégringole aussi vite que dans les pro-

ductions soumises au prix mondial (comme bientôt en lait de vache ici). D'où l'importance aussi d'essayer de maîtriser ses charges, d'adapter son troupeau aux capacités de sa ferme ce qui n'est pas toujours le cas car les subventions sont données en fonction de la taille du troupeau ou de la ferme. Et comme elles servent à compenser les ventes que nous réalisons bien en dessous de nos coûts de production, il est difficile de s'en passer. D'où un équilibre à trouver. Il faudrait que la PAC nous permette de vivre de notre travail avec des prix qui tiennent compte de nos coûts de production.

### Le Pays Basque compte 1/5e des installations agricoles d'Aquitaine. Ce fort taux d'installation est-il satisfaisant ? Y a-t-il des fragilités ?

**JM A, FDSEA** : Le nombre d'installations agricoles au Pays Basque est la preuve du dynamisme de l'agriculture dans cette région. Mais il est évident que cette dynamique est fragile. S'installer en agriculture constitue un projet professionnel, certes, mais également et surtout un projet de vie. Aussi, nous mobilisons à la chambre d'Agriculture tous les moyens nécessaires à l'accompagnement des candidats à l'installation. L'objectif est de faire en sorte que chaque projet se réalise et soit un succès.

**P SM, M C, L I, ELB** : C'est une spécificité de notre agriculture et nous nous en félicitons. C'est le fait de l'attachement des jeunes paysans basques à la ferme familiale, le fruit aussi de l'important travail de réseau d'ELB et des nombreuses structures qui se sont créées au fil des ans (Arrapitz, EHLG, les coopératives, les appellations d'origine, etc), qui répondent aux besoins des paysans et leur donnent des perspectives. Malheureusement, un grand nombre de nouveaux paysans s'installent en dehors des dispositifs officiels, pas assez souples. Or, il est normal qu'ils bénéficient des mêmes accompagnements que d'autres. Ceux qui sont dans la voie officielle ont également du mal à trouver une information plurielle, c'est



pourquoi la moitié des jeunes installés du Pays Basque choisit de passer par EHLG plutôt que de s'adresser d'abord à la chambre départementale. Ce fort taux d'installation est un grand atout et il faut le préserver et être à l'écoute de tous les candidats au lieu d'en dissuader certains.

## **La spéculation foncière est-elle également un défi majeur de l'agriculture locale ? Que faire pour y remédier ?**

**JM A, FDSEA :** Cette question est posée depuis plusieurs années déjà. Le foncier reste l'outil de production de l'agriculteur. Pourtant, nous perdons entre 700 et 800 ha de terres agricoles chaque année dans les Pyrénées-Atlantiques. L'agriculture occupe une place de plus en plus prégnante dans les politiques d'aménagement du territoire. Ainsi, la chambre d'Agriculture est amenée à intervenir auprès des collectivités en tant qu'expert pour la re-localisation d'activités agricoles péri-urbaines ou la protection pérenne d'espaces agricoles à forte valeur économique et agronomique. De plus, nous participons à la commission départementale de la consommation des espaces mises en place par la dernière loi de modernisation agricole. Celle-ci étudie les projets relevant de l'urbanisme susceptibles de diminuer les surfaces agricoles.

**P SM, M C, L I, ELB :** Au Pays Basque, l'agriculture subit fortement la concurrence des autres usages du foncier (urbanisation, infrastructures de transport...). En conséquence, dans certaines zones (la côte en particulier), le prix de la terre agricole ne cesse d'augmenter, et/ou le foncier agricole se raréfie de façon impressionnante. Pour changer cet état de fait, c'est un véritable réveil des consciences qu'il faut provoquer auprès des élus et de la population si l'on ne veut pas condamner l'agriculture dans certaines zones ! La planification des sols établie en concertation avec les acteurs du monde agricole devrait assurer une vraie protection de la terre agricole. Par ailleurs les outils de protection de la terre agricole comme la SAFER, censés exercer leur vocation

de lutte contre la spéculation foncière grâce à leur droit de préemption, ne jouent pas pleinement leur rôle. Les outils existants doivent être utilisés avec efficacité et il faudra aussi en créer de nouveaux pour que la terre agricole garde sa vocation nourricière.

**P SM, M C, L I, ELB :** Les enjeux liés au changement climatique sont certainement les plus graves pour l'avenir de l'humanité. Nous, paysans, devons les intégrer au même niveau que la fonction nourricière qui est la nôtre. Dans ce contexte, le projet d'agriculture



*Euskal Herriko Laborantza Ganbara, la Chambre d'Agriculture alternative suscitée par E.L.B.*

## **20% des gaz à effet de serre produits par l'agriculture, pesticides et agriculture intensive comme modèle dominant, l'agriculture en Pays Basque est-elle plus respectueuse de l'environnement ? Faut-il la rendre plus « écolo » ?**

**JM A, FDSEA :** Les agriculteurs sont les premiers préoccupés par leur environnement. L'exercice même de notre métier en dépend car la terre et l'eau notamment sont les ressources naturelles qui permettent l'activité de production.

L'agriculture est le seul secteur socio-professionnel qui intervient de manière active pour répondre aux enjeux environnementaux. Nous devons faire valoir la manière dont nous conduisons notre métier et ce que nous mettons en place.

paysanne porté par ELB prend tout son sens. Elle repose sur l'idée d'une agriculture à taille humaine, économe en engrais, pesticide, eau et énergie. Le modèle agricole dominant en Pays Basque est plus respectueux de l'environnement que les systèmes intensifs, souvent prônés comme modèles, mais qui provoquent de graves atteintes à la qualité de l'eau ou à la fertilité des sols. Plus de la moitié des fermes basques sont en signe officiel de qualité, donc soumises à des cahiers des charges qui limitent l'intensification. La grande majorité de la surface est couverte de prairies, à priori plus respectueuses de la structure du sol et moins exigeantes en engrais et pesticide. Il ne s'agit pas d'aller vers une agriculture plus « écolo » ; Il s'agit d'aller vers un équilibre toujours plus performant sur le plan économique, social et environnemental.



**L'agriculture basque est marquée par une logique de filières locales : fromage de brebis en AOC, piment d'Espelette, vins d'Irouleguy, cochon basque, ... Est-ce un atout ? Que faire pour renforcer ces filières, en particulier la première d'entre elles, le fromage de brebis en AOC ?**

**JM A, FDSEA :** Ces filières constituent évidemment un atout important pour l'agriculture du Pays Basque et notamment parce qu'elles sont indissociables de ce territoire et permettent ainsi un véritable ancrage.

Concernant la filière ovine, il est indispensable de mettre en oeuvre une véritable politique partagée par l'ensemble des acteurs.

**P SM, M C, L I, ELB :** L'agriculture du Pays Basque s'est inscrite avec raison de façon largement majoritaire dans une dynamique de filières locales et surtout de qualité. En effet le relief montagneux, et les structures d'exploitation plus petites que la moyenne en France ont conduit les paysans à développer de façon prioritaire l'élevage de brebis, adapté aux conditions pédoclimatiques locales. L'AOC Ossau Iraty avec le renforcement du cahier des charges qui garantit davantage le lien au terroir est un gage de qualité pour le consommateur et permet le maintien de la production de lait de brebis sur le territoire. A l'inverse, les fromages dénommés « pur brebis » mais non AOC Ossau Iraty peuvent être fabriqués parfois à partir de lait d'origine extérieure, ou issus de lait local produit en conditions d'élevage hors sol... Il est donc évident que l'accent devrait avant tout être mis sur la promotion de notre AOC Ossau Iraty afin de donner plus de lisibilité aux consommateurs qui doivent choisir, et d'améliorer le prix payé aux éleveurs qui par leurs pratiques participent à l'entretien de nos espaces, nos montagnes.

D'autres filières comme le piment d'Espelette, le porc basque, etc. se sont développées ces dernières années, souvent en complémentarité d'ateliers existants. Elles ont le mérite de s'être immédiatement engagées sur la qualité (dans la production tout comme dans l'élaboration du produit final). Elles garantissent une valeur ajoutée au paysan, et permettent souvent une création d'emploi supplémentaire sur la ferme sans mobiliser une surface importante de foncier. A l'évidence, elles sont un atout pour notre territoire d'un point de vue économique, mais aussi en terme d'aménagement, de maintien de tissu social, de maintien de la biodiversité cultivée. Leur impact dépasse largement le monde agricole puisqu'elles contribuent aussi à développer l'image positive du Pays Basque.



*La défense des races locales, un enjeu majeur de la filière ovine, le 1<sup>er</sup> secteur agricole du Pays Basque.*

**Quels sont selon vous les grands enjeux de l'agriculture en général et de l'agriculture basque en particulier ?**

**JM A, FDSEA :** Le principal enjeu de l'agriculture, et donc de l'agriculture basque, il est bon de le rappeler, c'est de nourrir la population. Pour cela, nous avons besoin de maintenir les filières locales, et notamment les outils de transformation qui dépendent de notre potentiel de production. Aussi, le dynamisme de l'agriculture et la pérennité de cette activité économique sont déterminants. Mais les enjeux environnementaux et territoriaux sont des défis à part entière. L'agriculture basque y contri-

bue, au même titre que l'agriculture en général. Et nous devons accompagner l'ensemble des acteurs de l'agriculture à répondre à ces enjeux.

Globalement, une agriculture viable, vivable et durable est le projet que je porte.

**P SM, M C, L I, ELB :** L'agriculture du Pays Basque pourra continuer à exister si elle continue à installer des jeunes et donc si la transmission se fait. Pour cela il faut d'une part donner l'envie aux jeunes, d'autre part créer les conditions d'accès au foncier notamment. Si l'on parvient à garder des paysans nombreux, on gardera un territoire dynamique, qui saura faire vivre les filières de production existantes, et développer pourquoi pas de nouvelles filières (blé panifiable, cerise d'Ixasou, maraîchage). L'enjeu pour le Pays

Basque est de poursuivre son effort vers une agriculture produisant des biens de qualité, à partir de systèmes de production durables (économiques, et plus autonomes). Les complémentarités entre zones de plaines céréalières et zones d'élevages devront être davantage encouragées pour aller dans ce sens. S'agissant de la PAC, la FNSEA dirigée par un céréalier a laissé se développer des inégalités inacceptables dans la répartition des aides, tout comme elle a

toujours plaidé pour une politique de production des volumes au détriment de la qualité et de l'efficacité économique... à l'instar de ce qui s'est passé en lait de vache avec la disparition de 80% des producteurs de lait de vache en 30 ans dans le département. ELB et la Confédération paysanne du Béarn militent et travaillent sur le terrain depuis des décennies pour un développement agricole basé sur des prix rémunérateurs, pour des marchés et des productions maîtrisées, des aides bien réparties, seuls gages d'avenir pour les paysans. C'est également la seule voie vers une alimentation saine, une nature respectée....



## ***Nous sommes Basques***

Que de chemin parcouru en 30 ans ; lorsque nous venions à Bayonne, on parlait en basque. Qui n'a pas été surpris de l'attitude de certains nous percevant comme des campagnards incultes ?

Durant des décennies, le système éducatif a étouffé notre identité, quel est celui d'entre-nous qui n'a pas été puni parce qu'on osait parler en basque. On ne s'aventurerait à dialoguer dans notre langue qu'avec les amis partageant nos idéaux.

### ***Nous devons lutter tous les jours pour survivre.***

Aujourd'hui à Bayonne, quand je croise des bascophones de tous âges, je m'adresse à eux en basque ; à ce jour, je n'ai jamais

notre patrimoine culturel et ne pas le laisser en friches. Il suffit de peu de choses pour encourager pour inciter les gens à s'exprimer dans leur langue. Cela fait du bien de se sentir heureux, dans notre famille.

En Hegoalde, nos frères ont pris conscience de l'enjeu ; les jeunes parlent « 3 à 4 langues (Basque, espagnol, anglais et Français) ; lors d'un voyage, à Cambridge, j'avais rencontré des étudiants de Bilbao avec lesquels nous avons échangé en basque. Ce qui ressort de l'anecdote pour nous à Bayonne devrait faire partie du quotidien. La crainte de ne plus parler le

### ***Que faut-il pour développer notre culture, notre foi en nous ?***

Il faut oser : vivre en basque, penser basque, accepter notre héritage, être fier de notre richesse culturelle, faire partager notre attachement à notre pays, oublier les clivages politiques, se rappeler que nous sommes une seule famille, notre principal ennemi est la peur de nous-mêmes. Il faut nous affirmer en tant que basque et devons reprendre l'héritage laissé par nos ancêtres. Le bonheur : c'est être vrai, assumer et revendiquer notre culture et surtout se sentir utile et important chez nous. Nous avons besoin du soutien de nos politiques pour nous donner les moyens de construire le futur de nos enfants. Les politiques doivent nous comprendre et nous écouter et non penser à notre place.

Pourquoi les administrations ne font-elles pas comme les grands magasins, une double signalisation (basque-Français) ? Pourquoi lorsqu'on se revendique d'être la capitale du Pays Basque aucun signe fort n'est envoyé à l'intérieur ? Pourquoi notre culture est rendue à la portion congrue ?

Si on veut vivre en Basque à Bayonne, il faut envisager de mettre en place des gens qui aiment le Pays basque et faire une séparation à l'amiable avec tous ces jacobins qui n'ont eu de cesse de nous soigner d'une maladie qui est notre bien-être : vivre et penser basque.

***Alain Massonde***



De nombreuses manifestations culturelles basques à Bayonne.

eu de refus, bien au contraire, les visages s'illuminent. Il faut saluer le travail d'A.E.K qui enseigne le basque aux novices mais surtout valorise ceux qui le parlent en les encourageant à s'exprimer de façon aisée et naturelle. C'est un travail de tous les jours que de montrer que nous devons partager

basque entre nous et notre peur de nous exprimer s'envolent dès que nous nous retrouvons. Il est fini le temps où l'on nous montrait du doigt parce que l'on parlait basque. Lorsque nous sommes en groupe nous avons davantage confiance.



## Jean Pierre Massias : « le pays n'est plus une solution souhaitée »

Jean Pierre Massias est professeur de Droit Public à l'université de Pau et des Pays de l'Adour. Très impliqué dans la réflexion institutionnelle en Pays Basque, il nous livre ses analyses sur ce thème dont il est un acteur et un observateur privilégié.



### Quelle a été votre mission et dans quel état d'esprit l'avez-vous abordé ?

J'ai constitué un binôme avec Jean Gourdou sur la faisabilité juridique et politique d'une institution en Pays Basque. Nous arrivons à la suite des conclusions des groupes de travail du Conseil de Développement qui ont réfléchi à la pertinence des compétences à exercer à l'échelle du Pays Basque. Notre travail consistait à réfléchir sur les statuts juridiques les plus pertinents pour réaliser cette demande. Il était important de connaître toutes les options. Nous étions complètement neutres. Nous n'avions pas d'idées sur l'aboutissement de cette démarche même si nous connaissions les anciennes propositions institutionnelles des abertzale et plus globalement le débat autour de la question départementale. Nous apportions une aide technique, tout en interrogeant les acteurs politiques pour essayer de trouver une solution.

### Pourquoi avez-vous abouti à la solution de la Collectivité Territoriale ?

Il s'agit de 2 processus. Il y a eu un travail d'élimination juridique entre les 5 options institutionnelles qui ressortaient des entretiens conduits et le ressenti d'un besoin de maîtrise du fonctionnement au moyen d'une institution. Il y avait une demande latente vis-à-vis d'une Collectivité Territoriale et finalement les résistances étaient assez limitées. Le plus souvent, les opposants à cette institution avançaient des arguments technique-

ment surmontables. Ce qui s'est passé au Sud tout comme la capacité – comme par exemple à l'Office Public de la Langue Basque – de mettre tout le monde autour de la table ont induit un changement de mentalités de gens qui ont appris et ont envie de travailler ensemble. Après avoir rencontré les présidents de Communautés de Communes, les parlementaires, on a constaté que les gens qui étaient pour l'évolution institutionnelle disaient que ce qui se passait était bien, il fallait donc conti-



Office public de  
la langue basque

*L'Office Public de la langue basque, un lieu de rencontre entre élus qui ont appris et veulent travailler ensemble.*

nuer à évoluer dans le même sens et les gens qui étaient réticents disaient que ce qui se passait était bien, il ne fallait donc rien changer. Finalement une très large majorité s'est dégagée en faveur d'un changement. Les termes du débat correspondaient à des critères acceptables par tous : pas de violence, légalité républicaine, consensus. La Collectivité Territoriale devenait possible et – de notre avis – souhaitable. Il y a une nécessité de faire évoluer ses compétences d'où l'expérimentation et le Pays basque est une catégorie à part d'où l'idée d'une Collectivité Territoriale à statut particulier. Le lien avec le Béarn supposerait une structure interdépartementale pour traiter les dossiers communs aux deux territoires.

### Comment expliquez-vous le consensus local ou en tout cas l'élargissement de la majorité pro-Collectivité ?

Il y a eu une bonne exploration des champs techniques. Beaucoup des blocages ne reposaient pas sur une réalité juridique. La crainte d'une séparation avec la République ne tenait pas face à la réalité du droit public. La Collectivité Territoriale à statut particulier est une catégorie juridique pleinement intégrée dans la Constitution française. Cette Collectivité Territoriale prendrait les compétences du département et des compétences à la région. Tout cela peut évoluer. Un des arguments souvent avancé au début de notre mission résidait en l'opposition des grands élus à la création d'une telle collectivité. Mais il me semblait que cette question restait assez ouverte dans la société basque et pouvait très bien constituer un thème assez transversal dépassant les clivages traditionnels. Un moment important a eu lieu au mois de mars au moment de la restitution de notre travail. Ce fut une étape psychologique importante où beaucoup des blocages se sont levés. La Collectivité Territoriale a été ensuite un thème central de la campagne des élections législatives. Beaucoup de candidats se sont prononcés en faveur de la Collectivité territoriale et un changement a eu lieu, puisque 6 des 7 parlementaires élus au pays basque (ou dans le département des Pyrénées atlantiques) y sont désormais favorables. Il faut que cela devienne une démarche perçue comme gagnant-gagnant. La méthode suivie par Jean Jacques Lasserre, très progressive, a réussi à conscientiser les élus. Il y a désor-



mais convergence de la faisabilité technique et la volonté politique. Je ne suis pas si pessimiste pour l'avenir.

### **Y a-t-il une différence entre les élus de la côte et ceux de l'intérieur ?**

Il y a des différences d'approche mais pas de différence de fond. On ne peut pas dire que ceux de l'intérieur soient pour et ceux de la côte soient contre et inversement que ceux de la côte soient pour et ceux de l'intérieur soient contre. Il n'y a pas les mêmes perspectives. Globalement l'identité de l'intérieur est très importante pour le territoire et met à mal l'idée d'un pôle métropolitain. L'avantage de la Collectivité Territoriale à statut particulier est qu'elle offre la possibilité d'inventer les modes de représentation par des modes de scrutin à inventer. Cela permettra par exemple la présence d'élus souletins.

### **Est-ce que selon vous le consensus local est durable ?**

Difficile à prévoir ce qu'est l'intensité de l'adhésion. Ce que j'ai ressenti, c'est la méthode du cliquet utilisée. On avance lentement mais on ne revient pas en arrière. Il y a une plus large majorité que celle comptabilisée lors de la dernière réunion. Beaucoup de procurations données et non prises en compte étaient a priori favorables à la Collectivité Territoriale du Pays Basque. On verra ce que deviendra le rapport de force au national. Il y a eu des discours très clairs localement, des discours très responsables, des discours qui ne semblent pas indiquer de retour en arrière. Il serait dommage que ce processus s'arrête par incompréhension.

### **Comment expliquez-vous le relatif absentéisme lors des réunions du Conseil des Elus ?**

Je ne crois pas à des interprétations qui expliquent que les élus absents ne voulaient pas assister à ces réunions par calcul politique. Il y en a certainement dans ce cas, mais ce n'est pas une généralité. Les élus

sont des gens très pris et le Conseil des Elus représente une strate supplémentaire qui n'est pas si simple à prendre en compte. Il leur est difficile de faire face à leurs obligations. Une donnée qui va dans ce sens : les réunions du samedi attiraient davantage de personnes que celles du vendredi soir.

J'ai l'impression d'avoir beaucoup progressé à l'écoute des élus. On n'était pas là pour étaler notre savoir, mais pour écouter. Je suis très sou-



*Caroline Philipps, une responsable du Conseil de Développement, qui proposa au Conseil des Elus une collectivité territoriale spécifique*

vent sorti très satisfait et impressionné des réunions avec les élus, autant par ceux qui sont contre que ceux qui sont favorables à la Collectivité Territoriale. Il y avait des discours clairs et de qualité de la part de tous. Les élus de ce territoire s'impliquent. Nous avons été également très bien reçus par M. Nunez, le sous-préfet. Cela a été une expérience formidable, un grand moment de 2012, avec aussi une coopération très étroite avec l'équipe de Battitta Boloquy.

### **Le gouvernement renvoie la réflexion au pays. Est-ce une situation tenable puisque localement cette voie est rejetée ?**

Il ne m'appartient pas de juger l'opportunité de la décision gouvernementale. Le pays est une structure juridiquement incertaine, affaiblie. Elle ne correspond pas aux demandes

des groupes de travail et à celles de la majorité des élus. Ce n'est pas ce que les gens demandent.

Il y a une position claire contre le maintien de la situation actuelle du pays. Pour les gens rencontrés, ce n'est plus une solution souhaitable. Il faudrait éviter un dialogue de sourds. Il faut trouver le moyen de dégager des réponses techniques, voir ce qui peut se faire. Cela éviterait les blocages fantasmagoriques. Il faut engager un véritable dialogue.

### **Sur la question corse, M. Valls a lié la loi commune à faire appliquer à l'unité de la République. Pourquoi ? N'y a-t-il que cette vision de l'unité de la République ?**

Il y a différentes formules. La Corse a un statut de droit commun, prévu dans la Constitution. Les Corses aspirent à l'autonomie. L'autonomie est un mode de gestion. Il existe déjà des structures autonomes, en Nouvelle Calédonie et en Polynésie. L'unité consiste à respecter les grands principes fondamentaux. Elle n'induit pas automatiquement l'uniformité et est compatible avec ces statuts. Il y a une grande diversité possible à partir de la Constitution française.

Mais, cela n'a pas d'impact sur le Pays Basque, puisque la Collectivité Territoriale à statut particulier, ce n'est pas l'autonomie. Ce n'est pas le territoire, c'est la volonté des gens qui comptent. Le droit doit refléter la volonté des gens. De toute façon, elle finira par aboutir.

Une plus grande décentralisation est une bonne stratégie pour régler les contradictions. Par exemple, un statut pour l'euskara permettrait à la fois de reconnaître l'identité basque et d'être français. Ici comme en Corse, on n'est pas du tout dans une demande de séparation, mais donner plus de liberté est aussi politiquement rationnel pour ceux qui veulent mieux ancrer le territoire dans la République.



## L'Union Européenne, Prix Nobel de la Paix

L'Union Européenne, engluée dans la pire crise de son histoire, a formellement reçu le Prix Nobel de la Paix le 10 décembre dernier, qui lui a été décerné pour son rôle dans la transformation « d'un continent de guerre en continent de paix ».

La décision était inattendue. Le Prix Nobel de la Paix 2012 n'est pas une personne mais une organisation originale dans l'ordre juridique internationale : l'Union Européenne.

### Une reconnaissance justifiée

Plus de 62 ans après la déclaration de l'un des ses pères fondateurs, Robert Schuman, et 55 ans après le Traité de Rome qui lui a donné sa base juridique, l'Union Européenne est récompensée pour avoir cimenté la réconciliation entre les ennemis d'hier et avoir ancré démocratie et Droits de l'Homme après la chute de régimes autoritaires au Sud et l'implosion du bloc soviétique à l'Est.

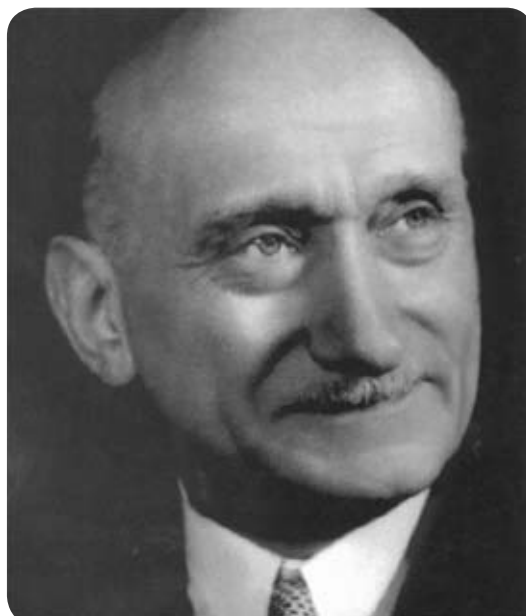
La Communauté Européenne composée de six pays au départ (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg), est devenue une Union de 27 Etats qui couvre la quasi-totalité de l'Europe historique, et peut s'enorgueillir d'avoir présidé la plus longue période sans guerre de l'histoire des pays qui la composent.

### Un prix controversé

L'attribution du Prix Nobel à l'Union Européenne reste, pour le moins, controversée : récompense hautement méritée pour les europhiles, erreur tragique pour les eurosceptiques...

Sur le plan historique, pas de discussions possibles : l'Union européenne a bien réussi à enraci-

ner la paix autour de la réconciliation franco-allemande. A mesure de son élargissement, elle n'a cessé d'étendre le périmètre de la démocratie et d'un certain modèle social.



Robert Schuman,  
un des pères fondateurs de l'Union Européenne

C'est sur le plan du timing que le choix du comité Nobel est plus discutable. En effet, l'Union européenne se voit récompensée au moment même où elle traverse la pire crise existentielle de son histoire. Il y a quelques mois à peine, certains dirigeants ne cachaient pas leur intention de faire sortir l'un des leurs de l'euro ; il y a quelques semaines, les européens ont été incapables de s'entendre sur leur futur budget commun ou encore sur la demande palestinienne d'un statut rehaussé à l'ONU ; sans parler des économies du Nord qui traînent des pieds pour venir en aide aux pays du Sud asphyxiés par la dette...

Les risques d'un délitement du projet européen sont bien là, tellement celui-ci est fragilisé à tous les étages. Et même pour la cérémonie censée

les honorer, les 27 Etats-membres ne sont pas parvenus à accorder leurs voix : si une vingtaine de dirigeants étaient présents, dont Angela Merkel et François Hollande, une demi-douzaine a décliné l'invitation, et pas toujours pour des questions de calendrier ... Dernier paradoxe : comme il est de coutume, le Prix Nobel a été décerné à Oslo, capitale de la Norvège, pays qui refuse obstinément d'adhérer à l'Union Européenne !

### Un nécessaire sursaut

Force est de constater que l'acquis de soixante ans d'union ne suffit plus à enthousiasmer 500 millions de citoyens. La paix semble acquise mais la prospérité est en danger : croissance en panne, chômage élevé, peur du déclin face à la Chine et aux Etats-Unis. A l'intérieur, les frustrations Nord-Sud ont succédé à l'enthousiasme des retrouvailles Est-Ouest, et vers l'extérieur, l'élargissement de l'Union est au point mort, avec une Europe tentée par le repli.

Il y a des prix qui récompensent ; il y en a d'autres qui encouragent. Le Nobel de la Paix 2012 décerné à l'Union Européenne combine sans doute les deux, et comme l'a souligné le Président du Comité Nobel, lors de la cérémonie officielle de remise du Prix le 10 décembre : « Nous ne sommes pas rassemblés aujourd'hui avec la conviction que l'Union Européenne est parfaite. Nous sommes rassemblés avec la conviction que l'on doit résoudre nos problèmes en commun ».

**Itsas**



## **Batasuna n'est pas ETA**

La Loi des Partis votée en Espagne en 2002 est à l'origine de l'interdiction de Batasuna, des mouvements de la MLNV, mouvement de Libération Nationale Basque. Elle a conduit à l'arrestation de nombreux dirigeants de ce mouvement, dont Aurore Martin. Tous ces mouvements sont assimilés à ETA, parce qu'ils tiendraient un discours pro-ETA. Argument emblématique de cette analyse : la non condamnation d'ETA par ces mouvements dont Batasuna.

### **Batasuna suscite-t-il le terrorisme ?**

Par cette attitude complaisante peut-on affirmer que Batasuna incitait pour autant au terrorisme ? Batasuna posait-il les freins nécessaires pour que les militants de la gauche abertzale les plus exaltés n'intègrent pas ETA ? Les militants de Batasuna sont partagés quant à l'efficacité de la violence politique. Certains étaient convaincus de l'utilité de ce mode d'action même si cela devait se traduire par des assas-

sinats. Selon eux, sans violence, l'Etat espagnol ne bougerait pas. D'autres au contraire ont été critiques à l'égard de la violence. Historiquement, Aralar le courant de Patxi Zabaleta était connu pour ses positions critiques qui l'ont amené à créer son propre Parti. Il n'y a pas un accord global au sein de Batasuna sur l'intérêt de la violence. Batasuna n'a jamais pu tenir un discours général ouvertement pro-violence même si auparavant, dans son histoire, ses prédécesseurs de la Gauche Abertzale ont dépassé la ligne rouge notamment sur le concept de « socialisation de la douleur » de la ponencia Oldartzen, des années 90. Il est certain par contre que Batasuna pris dans ces divergences internes a toujours eu un discours hypocrite susceptible de réconcilier tout le monde.

La violence d'ETA était toujours présentée comme involontaire, le fruit de la réaction à la violence commise par l'Etat espagnol, d'où le rappel incessant aux tortures, au GAL et autres escadrons de la mort. Batasuna omet toujours d'indiquer que la violence

d'ETA est aussi volontaire et est le fruit d'une stratégie politique délibérée pour faire pression sur l'Etat espagnol. Mais hypocrisie ne signifie pas soutien au terrorisme.

### **Dépasser la violence**

Le plus important sans doute, il faut le reconnaître est que Batasuna s'il a été relativement neutre envers ETA a toujours été favorable au dépassement de la phase de violence politique. Le discours d'Anoeta d'Arnaldo Otegi, à l'automne 2004 en est un exemple parmi d'autres. Appeler au dépassement de la violence c'est inciter de façon explicite à passer à autre chose, à faire taire les armes et à construire la paix.

Prétendre ainsi que Batasuna est une organisation pro-terroriste consiste à surévaluer sa neutralité à l'égard d'ETA et à sous-évaluer son message politique de fin de la violence. Pour EAJ-PNB, la loi des Partis est certes légale, mais elle restera à jamais illégitime. Espérons que la page sombre de cette loi sera bientôt tournée.

**Beñat Oteiza**

## **Lema Eguna : Comment booster l'économie rurale ?**

Le vendredi 15 Février 2013

à 19 h 00, à Ispoure, salle Faustin Bentaberri



### **Avec :**

- **Mixel Etchebest** Président du groupe Artzainak et maire de Mauléon.
- **Mixel Bergouignan** Ancien président des caves coopératives Irulegi. Président du Conseil local de développement de la Basse Navarre.
- **Jean Tellechea** Membre d'EAJ-PNB, industriel et conseiller municipal à Urrugne.
- **François Applagnat** Salarié de la CCI, chargé de l'implantation d'entreprises extérieures.



Le Pays Basque intérieur, Basse-Navarre et Soule est dépendant du monde agricole : agriculture, entreprises agroalimentaires, fournisseurs. Même si l'agriculture reste nécessaire à cette économie, peut-elle être complétée et renforcée par une économie productive, artisanale et industrielle ? Est-ce réaliste ? Quels seraient les apports d'un tel développement ? Ce débat tentera de répondre à différentes questions.

Quelles sont les conditions de maintien et de développement de l'industrie et de l'artisanat souletin ? La Basse-Navarre est-elle condamnée aux métiers de la construction et de l'agro-alimentaire ? La Basse-Navarre a-t-elle des atouts spécifiques pour un développement productif ?

Un fort volontarisme public pro-développement productif est-il possible ? Quelles sont les principales actions à mener ?



## En Pays Basque Sud, une nouvelle organisation : « Ekin » (I)

Dans les années 1950, en Pays Basque Sud sous le joug franquiste, de profonds changements sur les plans économique et social vont intervenir qui vont bouleverser considérablement le paysage traditionnel.

### La nouvelle situation

Le sociologue Ander Gurruchaga écrira : « La décennie des années 50 est celle de la transition, des anciennes formes d'organisation aux nouvelles, du caractère précaire du régime franquiste à son institutionnalisation définitive, du silence de la société à l'espoir, de l'hégémonie du monde de l'exil dans l'expression publique à celle de la société basque de l'intérieur, de la vieille génération à celle du développement économique. »

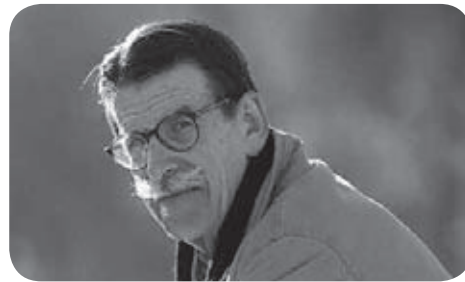
La croissance industrielle va entraîner un essor démographique caractérisé par une forte immigration venue de toute l'Espagne ; ainsi en Biscaye, dans les années 1950, l'immigration est de 104 000 personnes alors que les natifs dans la province ne sont que 81 000 ; en Gipuzkoa, ces chiffres sont de 49 000 et de 55 000 respectivement.

Dans les villes et les bourgs ruraux, on note l'importance des « cuadrillas » de jeunes qui se constituent de plus en plus par affinités idéologiques ; les organisations rurales de l'Action Catholique restent prépondérantes, ce qui s'explique par le fait que dans les zones rurales de Biscaye et de Gipuzkoa, plus de 80 % du clergé parle basque.

### Les protagonistes

Des jeunes étudiants Basques, confrontés à la difficulté de s'informer dans une société sous la chape de plomb franquiste vont ressentir un grand vide. Ils veulent à tout prix connaître en profondeur le peuple basque, sa langue, son histoire et sa culture. Ils ont fait pour la plupart des études d'ingénieur et d'avocat mais sont parfaitement ignorants de l'histoire du peuple

basque en général et de l'histoire du nationalisme basque en particulier. Ils sont issus de familles plutôt aisées, dans lesquelles existe le sentiment nationaliste basque ; ils ont en 1952, de 20 à 23 ans. Deux groupes ne tardent pas à se former avec à Bilbao, José María Benito del Valle, Alfonso Irigoien, Iñaki Gainzarain, Julen Madariaga et José Manu Aguirre et à Saint-Sébastien, Rafa Albisu, Iñaki Larramendi et José Luis Alvarez Enparantza « Txillardegi ». Ce sont Julen Madariaga (qui avait connu quelques années auparavant « Txillardegi » grâce à son cousin donostiar Xabier Zabalo Aguirre) et « Txillardegi », (originaire de Saint-Sébastien, étudiant à Bilbao depuis la rentrée universitaire de 1949) qui font la jonction entre les deux groupes.



Julen Madariaga, cofondateur d'Ekin et d'ETA

### Cours de formation et embryon d'une organisation clandestine

Ces jeunes commencent à lire tout ce qu'ils peuvent se procurer, que ce soit sur l'histoire basque (livres sur les Fueros de chaque province ou œuvres des auteurs navarrais Arturo Campión, Hermilio Oloriz ou Juan Iturralde y Suit), sur les grands courants de l'époque (au premier rang desquels l'existentialisme), sur les philosophes Jacques Maritain et Miguel de Unamuno (né à Bilbao) ou sur l'économie. Au printemps 1953, dans l'appartement de José María Benito del Valle, rue Elkano à Bilbao, se retrouvent aussi Julen Madariaga, José Manu Aguirre, Alfonso Irigoien et « Txillardegi » ; ils jurent sur la revue Gudari éditée pendant la guerre civile par le Gouvernement Basque de

« maintenir le secret et de nous vouer à cette cause sacrée qu'est la libération de notre culture et de notre territoire ». Ce groupe qui a conscience d'être « au dessus des idéologies politiques » n'a pas encore de nom ; il prendra par la suite à l'été 1953, celui de son bulletin intérieur Ekin (« Faire »). On peut remarquer que cette année 1953 est aussi celle où le régime du général Franco remporte d'incontestables succès en politique extérieure en signant un Concordat avec le Vatican et des accords militaires avec les Etats-Unis ; ces succès internationaux signifiaient la fin des espoirs du PNV dans ces domaines.

Un premier cours « ouvert » de 25 semaines est donné par quelques responsables à 6 ou 7 personnes chaque fois (langue, littérature, histoire, ethnographie, musique). Puis après une sélection, un second cours « fermé » est donné où il est question de « moral de résistance », de « moral patriotique » ou encore de « normes de sécurité ». Il s'agit là de l'embryon d'une structure de société clandestine.

### Absence de rupture idéologique

Il n'y a pas dans un premier temps de rupture idéologique avec le nationalisme historique (PNV et Gouvernement Basque) ; au contraire ces jeunes, issus pour la plupart de familles nationalistes ressentent au début estime et respect envers les anciennes générations, même si leur projet se veut aconfessionnel et progressiste. La rupture sera la conséquence d'animosités personnelles (ainsi entre Juan Ajuriaguerra et José María Benito del Valle) ; elle sera générationnelle et surtout elle sera essentiellement stratégique.

Je remercie Julen Madariaga, un des fondateurs de « Ekin », d'avoir bien voulu me faire part de ses observations lors de la rédaction de cette série de trois articles consacrés à « Ekin ».

**Jean-Claude Larronde**



### Iñigo Urkullu Lehendakari d'Euskadi

C'est le 13 décembre qu'Iñigo Urkullu a été élu Lehendakari avec une majorité relative puisqu'il n'a bénéficié que des votes de son parti (27 voix). Je suis très touché et je vous remercie » dit-il en euskara les yeux mouillés.

Dans sa 1<sup>er</sup> intervention, le Lehendakari a promis de donner le meilleur de lui-même pour s'accorder avec les autres

partis. Cette législature doit servir à un approfondissement de l'autogouvernement et à la consolidation de la paix et du vivre ensemble. Urkullu présente aussi son projet de justice sociale. Il reprend les paroles du Lehendakari Agirre quand en 1936 celui-ci déclarait « qu'il aspirait à renouveler une vie pleine de liberté, démocratie et justice ». La

consolidation de la liberté de chaque personne doit se faire dans le respect des droits humains, de la mémoire et de la justice. Il insiste sur la nécessité de parvenir à des consensus pour que « toutes les personnes jouissent de la plus grande justice sociale possible ».

### Gernika, l'émotion du Lehendakari

Après son élection comme Lehendakari au Parlement Basque, I. Urkullu s'est présenté devant L'Arbre de Gernika, le samedi 15 décembre, pour le serment que tout Lehendakari basque doit prêter comme J.A. Agirre, J.M. Leizaola

(lehendakari en exil), Carlos Garaikoetxea, José Antonio Ardanza, Juan José Ibarretxe et Patxi Lopez. Après avoir reçu le « aginte » makila du président des mains de son prédécesseur il a prêté serment en euskara :

« Apal apalik Jaungoikoaren eta gizartearen aurrean, eusko lur gainean zutik, Gernikako haritzaren azpian, asaben gomutaz, Herri ordezkari zareten zuen aurrean, nire agintea zintzo beteko dudala zin dagit. » (1)

C'est sur un exemplaire du statut de Gernika et un exemplaire du Vieux For de Biscaye qu'il a fait son serment. Seul l'uniforme rouge de gala de l'Ertzaintza était présent. Il ira honorer le vieil Arbre aussi où il réfléchira sûrement à l'histoire du Pays Basque.

Le ministre espagnol Cristobal Montoro est venu pour voir cette cérémonie. Etonné de voir tant de monde (en plus des 300 invités, le public derrière les grilles chante le traditionnel « ari ari Iñigo Lehendakari) un sénateur basque lui expliquera qu'au Pays Basque le serment du bon Gouvernement se dit devant le peuple et non devant le roi seul comme en Espagne !!

1 : Traduction : « Humble devant DIEU et devant la société, debout sur la terre basque, et sous le Chêne de Gernika, en souvenir de nos ancêtres, devant les Représentants du Peuple, je fais le serment de remplir mon mandat avec fidélité »



Au Parlement basque, Iñigo Urkullu vient d'être élu Lehendakari.

### Un Gouvernement pour faire face à la crise et faire de la Politique

I.Urkullu a formé son gouvernement avec 8 personnalités politiques. C'est le plus petit nombre de ministres d'un Gouvernement de la CAB. Il respecte la parité homme-femme. Les ministres sont :

- Josu Erkoreka : Porte Parole, Administration Publique et Justice. Parlementaire très réputé au Congrès de Madrid, il sera l'homme fort du Gouvernement.

- Arantza Tapia : Développement économique et compétitivité, couvrira les politiques industrielles, le tourisme,

l'agriculture, la pêche et l'innovation.

- Juan Mari Aburto : Emploi et Politiques sociales, vient de la diputacion de Biscaye et de l'équipe de José Luis Bilbao.

- Ricardo Gatzagaetxebarria : Finances et Impôts avec le Logement.

- Cristina Uriarte Education, Politique Linguistique et Culture : c'est une Navarraise de Fontarrabie, connue dans le monde de la Recherche et gestion de l'Université publique.

- Sécurité : Estefania Beltran de Heredia : Département de l'Intérieur

qui change de nom suite à la fin de ETA. Première femme à la tête de la Ertzaintza.

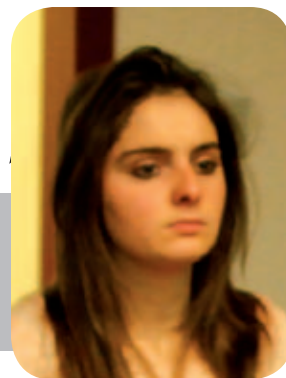
- Santé : Jon Darpon. Médecin de Famille avec une expérience ample dans le domaine public et privé. Revient pour réorienter Osakidetza

- Environnement et Politique Territoriale : Ana Isabel Oregi avec aussi les Transports. Elle a l'expérience du gouvernement, spécialiste en Urbanisme, responsable de la Y basque (Tav ou Tgv) et du métro.

**Ramuntxo Kanblong**



## Sara Dominguez : « Je veux voyager en restant abertzale »



Sara Dominguez, une jeune Hendayaise vient d'intégrer EAJ-PNB. L'occasion pour nous de mieux connaître sa démarche et sa vision de l'avenir du Parti.

### Quel est ton parcours ?

J'ai 18 ans. J'habite à Hendaye. Je suis restée au lycée Saint Thomas de St Jean de Luz et j'ai obtenu un bac scientifique. Aujourd'hui, j'ai intégré une école, à Andoain, en Gipuzkoa pour devenir technicienne du son. C'est l'équivalent d'un BTS audiovisuel. Je comprends l'anglais, le basque, je les parle suffisamment pour me faire comprendre et je suis francophone et castillanophone.

### Tu peux te sentir Basque en parlant toutes ses langues ?

Oui, bien sûr. On peut se sentir Basque en parlant les langues de notre pays et en s'ouvrant à d'autres cultures. Je veux voyager pour connaître d'autres pays. Cela ne change rien au fait que je sois Basque.

### S'ouvrir est compatible avec l'abertzalisme ?

Bien sûr même si certains abertzale n'aiment pas les étrangers. En tout cas ce sont les touristes qui le disent. Mais paradoxalement, les touristes sont souvent plus intéressés par la culture basque que les gens du coin. C'est parce qu'on ne se rend pas compte de ce qui nous entoure.

### Comment es-tu devenue abertzale ?

Depuis ma petite enfance, j'ai vécu dans une ambiance jeltzale, abertzale. J'ai appris à aimer cette ambiance basque pour des raisons différentes qui vont dans le même sens. J'aime les chants basques, les légendes, la mythologie. En école primaire, je jouais à la pelote basque. Un profes-

seur d'histoire a su nous transmettre l'histoire du Pays Basque. Finalement, j'ai toujours eu un intérêt pour le Pays Basque et la politique m'intéresse.

### Que représente pour toi la politique ?

Lorsqu'elle est faite de façon sincère, elle sert à aider les gens, à aider les autres. Je ne partage pas tous les discours de rejet de la politique, en particulier chez beaucoup de jeunes.

### Comment es-tu devenue jeltzale ?

Cela a été un prolongement naturel venu aussi de l'ambiance familiale. La mentalité de ce parti politique me plaît. Tout le monde peut participer à tous les débats, l'entraide est très forte et il y a finalement une grande ouverture. En Iparralde, son projet va permettre de développer la culture basque. C'est fondamental de ne pas oublier où on est. Pourquoi en Hegoalde, en Pays Basque sud, ont-ils réussi à développer la langue et la culture basque et pourquoi ici, est-ce aussi difficile ? Cette situation est anormale. L'égalité sociale est également importante pour moi.

### Certains prétendent qu'EAJ-PNB est un parti de droite. Qu'en penses-tu ?

Il est souvent présenté comme cela parce que c'est un parti de gestion. Je ne me qualifie pas de droite ou de gauche même si cela a encore du sens pour beaucoup de personnes. Je n'aime pas cette classification parce qu'il y a des prises de position, des revendications de droite ou de gauche qui ne me conviennent pas.

### Est-ce qu'EAJ-PNB est attractif pour les jeunes ?

Le minimum pour cela est que les jeunes devraient aimer la politique. Or, pour beaucoup ce n'est pas le cas. Pour moi, la politique ce n'est pas le pouvoir pour le pouvoir. Il est vrai aussi que localement, le biltzar n'organise pas beaucoup de choses, ne va pas beaucoup au-devant des gens. On doit être beaucoup plus présent sur la vie hendayaise d'autant, qu'en France, les médias parlent peu des partis politiques basques.

### A Hendaye, comment sont les jeunes par rapport à l'abertzalisme ?

Peu d'entre eux parlent basque, mais l'ikastola permet d'augmenter le nombre de jeunes qui parlent basque. Ils ont un peu oublié qu'ils sont au Pays Basque et pourtant l'ambiance générale est basque. En même temps, ils peuvent se sentir Basque, être Basque dans leur façon d'être, écouter de la musique basque et considérer qu'irun, c'est l'Espagne. Convaincre les jeunes, ce n'est pas évident parce qu'il y a un rejet de la politique.

### Es-tu confiante par rapport à l'avenir ?

Je crois que pour les raisons invoquées ci-dessus, ça va être dur d'avancer, mais si l'on est présent, avec le temps, on progressera.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA  
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84  
Directeur de la Publication : Beñat Oteiza  
b.oteiza@ej-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la Gare, Saint-Jean-Pied-de-Port

N° CPPAP 0613 P 11238

### RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34  
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@ej-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>  
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

**ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS** Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz  
Ramuntxo Camblong 06 19 97 15 75 [rxocamblong@hotmail.fr](mailto:rxocamblong@hotmail.fr) - Basse-Navarre-Soule,  
Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur,  
Dany Camblong 06 82 82 86 12 [daniel.camblong@wanadoo.fr](mailto:daniel.camblong@wanadoo.fr) - Saint-Jean-de-Luz,  
Jean-Pierre Etcheberry 06 32 68 79 97 [jeanpierre64210@gmail.com](mailto:jeanpierre64210@gmail.com)